

FICHE RECAPITULATIVE DU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE

Date de création : 13/04/2007

Historique des dates de mise à jour : 31/03/2015

Réf du présent DTA : DTA CNMSS Site Toulon – bâtiment Bleu

Identification de l'immeuble, du détenteur
et des modalités de consultation du DTA

Propriétaire :

Nom : CNMSS

Adresse : 247 avenue Jacques CARTIER 83090 Toulon Cedex 9

Etablissement :

Nom : CNMSS Site de Toulon – Bâtiment Bleu

Adresse : 256 Avenue Jacques Cartier – 83090 – Toulon Cedex 09

Immeuble bâti pour lequel le DTA a été constitué

Date du permis de construire

Ou année de construction : 1974

Détenteur du dossier technique amiante :

Nom : VESIN Claude

Fonction : Conseiller prévention

Service : Département secretariat général / Section sécurité

Adresse complète : 247 Avenue Jacques CARTIER 83090 Toulon Cedex 9

Téléphone : 04 94 46 37 19

Modalités de consultation de ce dossier :

Lieu : Bureau Sécurité B041 247 Avenue Jacques Cartier

Horaires : de 07 h 30 à 16 h 00

Contact, si différent du détenteur du dossier : M.Georges ABAD

2. Rapports de repérage

NUMERO DE REFERENCE du rapport de repérage	DATE DU RAPPORT	NOM DE LA SOCIETE Et de l'opérateur de repérage	OBJET DU REPERAGE
AFF 052	13 avril 2007	AFFINEXPERT M.Jean LAVALLEZ	Identification et localisation des matériaux et produits incorporés dans l'immeuble et susceptibles de libérer des fibres d'amiantes en cas d'agression mécanique (chocs et frottement ou générés à l'occasion d'opérations d'entretien ou de maintenance
4972793-001-1	31/11/2009	APAVE Benjamin ANGUILLE	Prélèvements et analyses avant travaux de création du local informatique CTI Bis au -1 du bâtiment partie sud
5800190-001-1	20/05/2010	APAVE	Prélèvements et analyses avant travaux de remplacement de la colonne d'eau pluviale sur les traversées de plancher
6242594-001-1	30/01/2012	APAVE Benjamin ANGUILLE	Prélèvement avant travaux de réaménagement du 1 ^{er} étage du bâtiment bleu
6461756-001-1	21/05/2012	APAVE	Mesure d'empoussièrement suite à la mise en œuvre d'un plan de retrait 3 ^{ème} , 2 ^{ème} et 1 ^{er} étage du bâtiment bleu
6461757-001-1	24/05/2012	APAVE	Examen visuel suite à la mise en œuvre d'un plan de retrait 3 ^{ème} , 2 ^{ème} et 1 ^{er} étage du bâtiment bleu

NUMERO DE REFERENCE du rapport de repérage	DATE DU RAPPORT	NOM DE LA SOCIETE Et de l'opérateur de repérage	OBJET DU REPERAGE
12-11-010258	14/11/2012	DEKRA Dominique PETIPA	Prélèvements et analyses avant travaux de remplacement des groupes frigorifiques
13-01-003676A	10/01/2013	DEKRA Dominique PETIPA	Repérage, prélèvement et analyses avant travaux de rénovation sol et peinture local courrier mécanisé Bleu Rez de chaussée sud
13-02- 011282	18/02/2013	DEKRA Dominique PETIPA	Repérage, prélèvement et analyses avant travaux d'extension du réseau air comprimé sous sol
13-04-005016	05/04/2013	DEKRA Dominique PETIPA	Repérage, prélèvement et analyses avant travaux de rénovation du sol A202
15-02-014634A	23/02/2015	DEKRA Emmanuel HERNANDEZ	Repérage, prélèvement et analyses avant travaux de rénovation VDI (réseaux câblage)
15-10-022475	02/11/2015	DEKRA Emmanuel HERNANDEZ	Repérage, prélèvement et analyses avant travaux de la machinerie au 6° étage

3. liste des parties de l'immeuble bâti ayant donné lieu au repérage.

Liste de différents repérages	Numéro de référence du rapport de repérage	Liste des parties de l'immeuble bâti visitées (1)	Liste des parties de l'immeuble bâti non visitées devant donner lieu à une prochaine visite (2)
Repérage des matériaux de la liste A au titre de l'article R. 1334-20 du code de la santé publique	AFF052	Tous les locaux	Néant
Repérage des matériaux de la liste B au titre de l'article R. 1334-21 du code de la santé publique	4972793-001-1	Tous locaux concernés par les travaux	Néant
	5800190-001-1	Tous locaux concernés par les travaux	Néant
	6242594-001-1	L'ensemble des locaux et matériaux concernés par les travaux	Néant
	6461757-001-1	L'ensemble des locaux et matériaux concernés par les travaux	Néant
	12-11-010258	L'ensemble des locaux et matériaux concernés par les travaux	Néant
	13-01-003676A	L'ensemble des locaux et matériaux concernés par les travaux	Néant
	13-02-011282	L'ensemble des locaux et matériaux concernés par les travaux	Néant

	13-04-005016	L'ensemble des locaux et matériaux concernés par les travaux (A202)	Néant
	15-02-014634A	L'ensemble des locaux et matériaux concernés par les travaux	Se reporter au rapport dossier amiante N°3
Autres repérages			
<p>(1) Tous les locaux doivent être visités.</p> <p>(2) Pour les locaux non visités, permettre leur identification et en indiquer le motif (exemple : locaux inaccessible, clefs absentes...) et lorsqu'elle est connue la date du repérage complémentaire programmé.</p>			

4. Identification de matériaux et produits contenant de l'amiante

4.a Matériaux et produits de la liste A de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

Date de chaque repérage	Type de repérage	Matériau ou produit	Localisation précise (faire ref le cas échéant au plan ou photos)	Etat de conservation (1)	Mesures Obligatoires associées (évaluation périodiques, mesures d'empoussièrément ou travaux de retrait ou confinement)
AFF052 13 avril 2007	Constitution du DTA	<i>Etat Néant</i>			
(1) Matériaux de la liste A : l'état de conservation est défini par un score 1,2 ou 3 en application de grilles d'évaluation définies réglementairement, 3 étant le moins bon score et 1 le meilleur.					

4.b Matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

Date de chaque repérage	Type de repérage	Matériau ou produit	Localisation précise (faire ref le cas échéant au plan ou photos)	Etat de conservation (2)	Mesures Préconisées par l'opérateur
AFF052 13 avril 2007	Constitution du DTA étendu	Porte coupe feu	Niveau -1 près des locaux A882 et A 885 accès garage par l'intérieure (suspicion)	Bon état	Contrôle périodique de l'état de conservation
5800190-001-1 20/05/2010	Prélèvement et analyse avant travaux	Colle + ragréage matériaux durs	Gaine technique fermée au 3 ^{ème} , 2 ^{ème} et 1 ^{er} étage		

12-11-010258 14/11/2012	Prélèvement et analyse avant travaux	<i>Etat néant</i>			
13-01-003676A	Prélèvement et analyse avant travaux	<i>Etat néant</i>			
13-02-011282	Prélèvement et analyse avant travaux	<i>Etat néant</i>			
13-04-005016	Prélèvement et analyse avant travaux	<i>Etat néant</i>			
15-02-014634A	Prélèvement et analyse avant travaux	<i>Béton-colle de carrelage – joint - ragréage</i>	<i>Local sous répartiteur A 210</i>	<i>Non spécifié</i>	<i>Contrôle périodique de l'état de conservation</i>
(2) Matériaux de la liste B : conclusion conforme à la réglementation en vigueur au moment de la réalisation du repérage.					

5. Les évaluations périodiques.

5.a Evaluation obligatoire des matériaux et produits de la liste A de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante(*)

<i>Date de la visite</i>	<i>Matériau ou produit concerné</i>	<i>Localisation</i>	<i>Etat de conservation</i>	<i>Mesures d'empoussièrement</i>

(*) L'évaluation périodique de l'état de conservation est effectuée tous les trois ans. Pour l'état intermédiaire de dégradation, des mesures d'empoussièrement sont réalisées.

5.b Evaluation obligatoire des matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

<i>Date de la visite</i>	<i>Matériau ou produit concerné</i>	<i>Localisation</i>	<i>Etat de conservation</i>	<i>Mesures d'empoussièrement</i>
Avril 2010	Porte coupe feu	Niveau -1 près des locaux A882 et A 885 accès garage par l'intérieure (suspicion)	Bon état	Néant

**6. Travaux de retrait ou de confinement –
Mesures conservatoires**

*6.a Matériaux et produits de la liste A
de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante*

Matériau ou produit	Localisation précise (faire ref le cas échéant au plan ou photos)	Nature des travaux ou des mesures conservatoires	Date des travaux ou des mesures conservatoires	Entreprises intervenantes	Indiquer les résultats de l'examen visuel et des mesures d'empoussiérement

*6.b Matériaux et produits de la liste B
de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante*

Matériau ou produit	Localisation précise (faire ref le cas échéant au plan ou photos)	Nature des travaux ou des mesures conservatoires	Date des travaux ou des mesures conservatoires	Entreprises intervenantes	Indiquer les résultats de l'examen visuel et des mesures d'empoussiérement
Colle + ragréage matériaux durs	Gaine technique fermée au 3^{ème}, 2^{ème} et 1^{er} étage Voir plan DTA	Retrait	19 mai 2012	Sté COVINI	Analyse d'air au MET – Première restitution : C<0.90 f/L Laboratoire : PROTEC
	Gaine technique fermée au 3^{ème}, 2^{ème} et 1^{er} étage Voir plan DTA	Restitution après retrait	20 au 21 mai 2012	APAVE rapport N°6461756- 001-1	Prélèvement de restitution des locaux après chantier de désamiantage. 2 points de mesure de concentration en fibres d'amiante : C<0.90 f/L
	Gaine technique fermée au 3^{ème}, 2^{ème} et 1^{er} étage Voir plan DTA	Examen visuel	24 mai 2012	APAVE rapport N°6461757- 001-1	

7. Les recommandations générales de sécurité

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à la présence d'amiante dans un bâtiment. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans le bâtiment et des personnes appelées à intervenir sur les matériaux ou produits contenant de l'amiante.

Ces mesures sont inscrites dans le dossier technique amiante et dans sa fiche récapitulative que le propriétaire constitue et tient à jour en application des [dispositions de l'article R. 1334-29-5 du code de la santé publique](#).

La mise à jour régulière et la communication du dossier technique amiante ont vocation à assurer l'information des occupants et des différents intervenants dans le bâtiment sur la présence des matériaux et produits contenant de l'amiante, afin de permettre la mise en œuvre des mesures visant à prévenir les expositions.

Les recommandations générales de sécurité définies ci-après rappellent les règles de base destinées à prévenir les expositions. Le propriétaire (ou, à défaut, l'exploitant) de l'immeuble concerné adapte ces recommandations aux particularités de chaque bâtiment et de ses conditions d'occupation ainsi qu'aux situations particulières rencontrées.

Ces recommandations générales de sécurité ne se substituent en aucun cas aux obligations réglementaires existantes en matière de prévention des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs, inscrites dans le [code du travail](#).

1. Informations générales

a) Dangerosité de l'amiante

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérogènes avérées pour l'homme. Elles sont à l'origine de cancers qui peuvent atteindre soit la plèvre qui entoure les poumons (mésothéliomes), soit les bronches et/ou les poumons (cancers broncho-pulmonaires). Ces lésions surviennent longtemps (souvent entre 20 à 40 ans) après le début de l'exposition à l'amiante. Le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) a également établi récemment un lien entre exposition à l'amiante et cancers du larynx et des ovaires. D'autres pathologies, non cancéreuses, peuvent également survenir en lien avec une exposition à l'amiante. Il s'agit exceptionnellement d'épanchements pleuraux (liquide dans la plèvre) qui peuvent être récidivants ou de plaques pleurales (qui épaississent la plèvre). Dans le cas d'empoussièrement important, habituellement d'origine professionnelle, l'amiante peut provoquer une sclérose (asbestose) qui réduira la capacité respiratoire et peut dans les cas les plus graves produire une insuffisance respiratoire parfois mortelle. Le risque de cancer du poumon peut être majoré par l'exposition à d'autres agents cancérogènes, comme la fumée du tabac.

b) Présence d'amiante dans des matériaux et produits en bon état de conservation

L'amiante a été intégré dans la composition de nombreux matériaux utilisés notamment pour la construction. En raison de son caractère cancérogène, ses usages ont été restreints progressivement à partir de 1977, pour aboutir à une interdiction totale en 1997.

En fonction de leur caractéristique, les matériaux et produits contenant de l'amiante peuvent libérer des fibres d'amiante en cas d'usure ou lors d'interventions mettant en cause l'intégrité du matériau ou produit (par exemple perçage, ponçage, découpe, friction...). Ces situations peuvent alors conduire à des expositions importantes si des mesures de protection renforcées ne sont pas prises.

Pour rappel, les matériaux et produits répertoriés aux listes A et B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique font l'objet d'une évaluation de l'état de conservation dont les modalités sont définies par arrêté. Il convient de suivre les recommandations émises

par les opérateurs de repérage dits "diagnostiqueurs" pour la gestion des matériaux ou produits repérés.

De façon générale, il est important de veiller au maintien en bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante et de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation de ceux-ci.

2. Intervention de professionnels soumis aux dispositions du [code du travail](#)

Il est recommandé aux particuliers d'éviter dans la mesure du possible toute intervention directe sur des matériaux et produits contenant de l'amiante et de faire appel à des professionnels compétents dans de telles situations.

Les entreprises réalisant des opérations sur matériaux et produits contenant de l'amiante sont soumises aux [dispositions des articles R. 4412-94 à R. 4412-148 du code du travail](#). Les entreprises qui réalisent des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits contenant de l'amiante doivent en particulier être certifiées dans les conditions prévues à l'article R. 4412-129. Cette certification est obligatoire à partir du 1er juillet 2013 pour les entreprises effectuant des travaux de retrait sur l'enveloppe extérieure des immeubles bâtis et à partir du 1er juillet 2014 pour les entreprises de génie civil.

Des documents d'information et des conseils pratiques de prévention adaptés sont disponibles sur le site Travailler-mieux (<http://www.travailler-mieux.gouv.fr>) et sur le site de l'Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles (<http://www.inrs.fr>).

3. Recommandations générales de sécurité

Il convient d'éviter au maximum l'émission de poussières notamment lors d'interventions ponctuelles non répétées, par exemple :

- perçage d'un mur pour accrocher un tableau ;
- remplacement de joints sur des matériaux contenant de l'amiante ;
- travaux réalisés à proximité d'un matériau contenant de l'amiante en bon état, par exemple des interventions légères dans des boîtiers électriques, sur des gaines ou des circuits situés sous un flocage sans action directe sur celui-ci, de remplacement d'une vanne sur une canalisation calorifugée à l'amiante.

L'émission de poussières peut être limitée par humidification locale des matériaux contenant de l'amiante en prenant les mesures nécessaires pour éviter tout risque électrique et/ou en utilisant de préférence des outils manuels ou des outils à vitesse lente.

Le port d'équipements adaptés de protection respiratoire est recommandé. Le port d'une combinaison jetable permet d'éviter la propagation de fibres d'amiante en dehors de la zone de travail. Les combinaisons doivent être jetées après chaque utilisation. Des informations sur le choix des équipements de protection sont disponibles sur le site internet amiante de l'INRS à l'adresse suivante : www.amiante.inrs.fr.

De plus, il convient de disposer d'un sac à déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d'une éponge ou d'un chiffon humide de nettoyage.

4. Gestion des déchets contenant de l'amiante

Les déchets de toute nature contenant de l'amiante sont des déchets dangereux. A ce titre, un certain nombre de dispositions réglementaires, dont les principales sont rappelées ci-après, encadrent leur élimination.

Lors de travaux conduisant à un désamiantage de tout ou partie de l'immeuble, la personne pour laquelle les travaux sont réalisés, c'est-à-dire les maîtres d'ouvrage, en

règle générale les propriétaires, ont la responsabilité de la bonne gestion des déchets produits, conformément aux dispositions de l'article L. 541-2 du code de l'environnement. Ce sont les producteurs des déchets au sens du code de l'environnement.

Les déchets liés au fonctionnement d'un chantier (équipements de protection, matériel, filtres, bâches, etc.) sont de la responsabilité de l'entreprise qui réalise les travaux.

a. Conditionnement des déchets

Les déchets de toute nature susceptibles de libérer des fibres d'amiante sont conditionnés et traités de manière à ne pas provoquer d'émission de poussières. Ils sont ramassés au fur et à mesure de leur production et conditionnés dans des emballages appropriés et fermés, avec apposition de l'étiquetage prévu par le [décret n° 88-466 du 28 avril 1988](#) relatif aux produits contenant de l'amiante et par le code de l'environnement notamment ses articles R. 551-1 à R. 551-13 relatifs aux dispositions générales relatives à tous les ouvrages d'infrastructures en matière de stationnement, chargement ou déchargement de matières dangereuses.

Les professionnels soumis aux dispositions du [code du travail](#) doivent procéder à l'évacuation des déchets, hors du chantier, aussitôt que possible, dès que le volume le justifie après décontamination de leurs emballages.

b. Apport en déchèterie

Environ 10 % des déchèteries acceptent les déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité provenant de ménages, voire d'artisans. Tout autre déchet contenant de l'amiante est interdit en déchèterie.

A partir du 1er janvier 2013, les exploitants de déchèterie ont l'obligation de fournir aux usagers les emballages et l'étiquetage appropriés aux déchets d'amiante.

c. Filières d'élimination des déchets

Les matériaux contenant de l'amiante ainsi que les équipements de protection (combinaison, masque, gants...) et les déchets issus du nettoyage (chiffon...) sont des déchets dangereux. En fonction de leur nature, plusieurs filières d'élimination peuvent être envisagées.

Les déchets contenant de l'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité peuvent être éliminés dans des installations de stockage de déchets non dangereux si ces installations disposent d'un casier de stockage dédié à ce type de déchets.

Tout autre déchet amianté doit être éliminé dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés. En particulier, les déchets liés au fonctionnement du chantier, lorsqu'ils sont susceptibles d'être contaminés par de l'amiante, doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés.

d. Information sur les déchèteries et les installations d'élimination des déchets d'amiante

Les informations relatives aux déchèteries acceptant des déchets d'amiante lié et aux installations d'élimination des déchets d'amiante peuvent être obtenues auprès :

— de la préfecture ou de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie en Ile-de-France) ou de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

— du conseil général (ou conseil régional en Ile-de-France) au regard de ses compétences de planification sur les déchets dangereux ;

— de la mairie ;

— ou sur la base de données "déchets" gérée par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, directement accessible sur internet à l'adresse suivante :

www.sinoe.org.e.

Traçabilité

Le producteur des déchets remplit un bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA, CERFA n° 11861). Le formulaire CERFA est téléchargeable sur le site du ministère chargé de l'environnement. Le propriétaire recevra l'original du bordereau rempli par les autres intervenants (entreprise de travaux, transporteur, exploitant de

l'installation de stockage ou du site de vitrification).

Dans tous les cas, le producteur des déchets devra avoir préalablement obtenu un certificat d'acceptation préalable lui garantissant l'effectivité d'une filière d'élimination des déchets.

Par exception, le bordereau de suivi des déchets d'amiante n'est pas imposé aux particuliers voire aux artisans qui se rendent dans une déchèterie pour y déposer des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité. Ils ne doivent pas remplir un bordereau de suivi de déchets d'amiante, ce dernier étant élaboré par la déchèterie.